

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE  
DU CADASTRE MINIER

Arrêté N° 17 / 202 /MMC/SG/DGCM  
portant octroi d'une autorisation d'exploitation  
artisanale traditionnelle du site aurifère de  
YAGANCE, situé dans la province du Boulgou  
à la société ENTREPRISE MINIERE DE  
KOMTOEGA.

*Vina CF N° 502*

LE MINISTRE DES MINES ET DES CARRIERES

- 03 OCT 2017*
- VU la Constitution ;
  - VU la loi 036-2015/CNT, du 26 juin 2015 portant code minier du Burkina Faso;
  - VU le décret n° 2016-001/PRES du 06 janvier 2016, portant nomination du Premier Ministre;
  - VU le décret n°2017-075/PRES/PM du 20 février 2017, portant remaniement du Gouvernement;
  - VU le décret n° 2016 – 027/PRES/PM /SGG – CM du 23 février 2016, portant organisation type des départements ministériels ;
  - VU le décret n°2017-0148/PRES/PM/SGG-CM du 23 mars 2017, portant attributions des membres du Gouvernement;
  - VU le décret n° 2017 – 023/PRES/PM/MEMC/MINEFID du 23 janvier 2017 portant fixation des taxes et redevances minières ;
  - VU le décret n° 2017-221/ PRES/ PM/MMC du 24 avril 2017, portant organisation du Ministère des Mines et des Carrières;
  - VU le décret n° 2017 –036/PRES/PM/MEMC/MATDSI/MINEFID/MEEVCC/MCIA du 26 janvier 2017 portant gestion des et titres miniers et autorisations;
  - VU l'Arrêté n°2017-000135/MMC/SG/DGCM du 07 septembre 2017 portant organisation attributions, et fonctionnement de la Direction Générale du Cadastre Minier ;
  - VU l'arrêté n° 2002/056/MCE/SG/DGMGC du 23 juillet 2002 portant définition des formes des rapports d'activités des titulaires des titres miniers et des autorisations ;
  - VU l'arrêté n°2002/057/MCE/SG/DGMGC du 23 juillet 2002 portant définition des types de repère des sommets des périmètres des titres miniers et des autorisations ;
  - VU l'arrêté n°2002/058/MCE/SG/DGMGC du 28 juillet /2002 portant dispositions applicables à la publicité relative à la libération de terrains objets de titres miniers et d'autorisations ;
  - VU la demande de la société **ENTREPRISE MINIERE DE KOMTOEGA** enregistrée le 28 avril 2016;
  - VU l'avis favorable du maire de la commune rurale de Komtoèga, du 07/07/2017
  - VU la lettre n°017-00436/MMC/SG/DGCM du 18/08/2017portant invite à payer des droits fixes d'octroi ;

VU la quittance n°313228 du 29/08/2017 de paiement effectif des droits d'octroi fixés à cinq cent mille (500 000) Francs CFA.

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Il est accordé, une autorisation d'exploitation artisanale traditionnelle pour l'or du site de **YAGANCE**, situé dans le Département de Komtoèga, Province du Boulgou, à la société **ENTREPRISE MINIERE DE KOMTOEGA**.

**ARTICLE 2 :** La superficie de l'autorisation d'exploitation objet du présent arrêté est de 1 km<sup>2</sup>.

Les coordonnées cartésiennes (X, Y) en UTM des sommets du périmètre de cette autorisation sont les suivantes :

Sommets	X	Y
A	750 030	1 314 640
B	751 030	1 314 640
C	751 030	1 313 640
D	750 030	1 313 640
Ellipsoïde : Clark 1880 Datum : Adindan Zone 30 N		

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté est valable pour une durée de deux (02) ans à compter de sa date de signature.

Il n'est renouvelable que si le bénéficiaire est en règle au regard de la législation minière, de ses obligations fiscales et sous réserve de l'accord du détenteur du permis de recherche couvrant cette zone.

**ARTICLE 4 :** La société **ENTREPRISE MINIERE DE KOMTOEGA** bénéficiaire de l'autorisation d'exploitation artisanale, doit exploiter les substances minérales de façon rationnelle en respectant les normes de sécurité et d'hygiène, de préservation de l'environnement et de commercialisation des produits conformément à la réglementation en vigueur. L'utilisation des explosifs pour l'extraction et celle des produits chimiques pour la concentration sont prohibées.

La société **ENTREPRISE MINIERE DE KOMTOEGA**, a l'obligation de remettre en état le site exploité.

**ARTICLE 5 :** La société **ENTREPRISE MINIERE DE KOMTOEGA**, bénéficiaire de l'autorisation d'exploitation artisanale, est tenu d'adresser à la Direction Générale du Cadastre Minier, un rapport d'activités au terme de chaque trimestre calendaire et un rapport d'activités au terme de l'année calendaire. Le contenu de ces rapports doit être conforme à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 6 :** La société **ENTREPRISE MINIERE DE KOMTOEGA** a l'obligation d'interdire l'accès du site aurifère aux enfants de moins de 18 ans.

**ARTICLE 7 :** Le présent arrêté prend effet pour compter de sa date de signature et sera publiée au journal Officiel du Faso et partout où besoin sera.

Ouagadougou, le **06 NOV 2017**

**Ampliatiions :**

- 1- SP/CABINET
- 1-ITS
- 2-DGCM
- 1- DGMG
- 1-BUMIGEB
- 1- DGD/MINEFID
- 1-DGI / MINEFID
- 1-ENTREPRISE MINIERE DE KOMTOEGA
- 1- GOUVERNORAT du Centre Est
- 1- HC du Boulgou
- 1- PREFECTURE DE Komtoèga
- 1- MAIRIE DE LA COMMUNE DE Komtoèga
- 1 - J.O.
- 1 - CLASSEMENT.



**Oumarou IDANI**  
Chevalier de l'Ordre National